

DEPARTEMENT DE LA HAUTE MARNE

VILLE DE SAINT DIZIER

SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

AVENANT N° 6

au contrat d'affermage

visé par la Sous-Préfecture le 8 juin 2010

Entre les soussignées :

La Ville de Saint Dizier, représentée par son Maire, Monsieur François CORNUT-GENTILE, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du et dénommée ci-après "la Collectivité"

d'une part,

et,

La société SUEZ Eau France, Société Anonyme au capital de 422 224 040 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro Siren B 410 034 607, ayant son Siège Social Tour CB 21, 16, place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, représentée par Monsieur Marc BONNIEUX, Directeur de l'Entreprise Régionale Bourgogne Champagne Jura, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, et dénommée ci-après "le délégataire", d'autre part.

Considérant la mise en service prochaine de bornes de puisage d'eau, notamment pour éviter les prises d'eau illégales constatées ces dernières années via les poteaux incendie ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1. Intégration des bornes de puisage au périmètre de l'affermage

Dès réception des travaux de mise en service, les bornes de puisage implantées par la ville de Saint-Dizier font partie intégrante du périmètre du service délégué. Elles restent propriété de la Collectivité et sont inscrites à l'inventaire des biens de retour du service.

Le Déléguataire a en charge le fonctionnement et l'entretien de ces installations (y compris des branchements associés), ce qui implique notamment de :

- Gérer le système d'accès au service puisage (fabrication, délivrance et gestion des cartes prépayées nécessaires à l'utilisation des bornes, etc...) ;
- Intégrer les bornes à l'inventaire du service et au Programme Pluriannuel de Renouvellements ;
- Programmer la maintenance des bornes au moyen de l'outil de suivi de la maintenance (base de donnée de type GMAO) ;
- Procéder à une vérification périodique du bon fonctionnement des bornes (à minima une fois tous les 2 ans) et engager l'entretien apparaissant nécessaire (y compris fourniture et pose des pièces et joints nécessaires) ;
- Réaliser un suivi des volumes puisés et en informer la Collectivité (à minima par le biais du Rapport Annuel du Déléguataire) ;
- Porter assistance aux puiseurs en cas de difficulté de puisage ou de défaillance des équipements ;
- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour lutter contre les vols d'eau (ceci impliquant à minima de renforcer la sensibilisation des puiseurs, de les informer des sanctions encourues et d'aider la Collectivité à identifier les contrevenants).

Article 2. Rémunération du Déléguataire au titre de la fourniture d'eau aux bornes de puisage

La rémunération du Déléguataire facturée aux usagers des bornes de puisage est déterminée par application du tarif de base suivant :

$$T_{\text{Bornes}} = F_{\text{Bornes}} + P_{\text{Bornes}}$$

- F_{Bornes} constituant la part forfaitaire correspondant aux frais fixes d'exploitation des bornes (coût de gestion du système d'accès au service de puisage, entretien et maintenance des bornes,...) : 50 €HT
- P_{Bornes} constituant la part proportionnelle aux volumes consommés : 0,4882 €/m³. Ce montant s'entend en date de valeur au 1^{er} juillet 2010.

Ces prix évolueront par la suite conformément aux dispositions de l'article 40 du contrat initial.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel est modifié en conséquence.

Article 3. Rémunération du Déléguataire au titre de la Vente d'Eau en Gros aux collectivités voisines

À compter du 1^{er} janvier 2017, la part proportionnelle aux volumes vendus en gros aux collectivités voisines R_0 , définie à l'article 38 du contrat initial, est fixée à 0,40 € HT / m³. À compter du 1^{er} janvier 2020, cette part proportionnelle passera à 0,50 € HT / m³.

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel est modifié en conséquence.

Article 4. Rémunération du Déléataire au titre de la Vente d'Eau au détail

Le montant de la part proportionnelle de vente d'eau au détail, définie à l'article 38 du contrat d'affermage, est fixé à 0,4882 €/m³ à compter du 1^{er} janvier 2017. Ce montant s'entend en date de valeur au 1^{er} juillet 2010.

Ce tarif évoluera par la suite conformément aux dispositions de l'article 40 du contrat de base.

Article 5. Mise à jour des indices d'actualisation de la rémunération du Déléataire

L'indice 351107 a été arrêté après sa valeur de décembre 2015. L'INSEE indique que cette série peut être remplacée par la nouvelle série équivalente (en base 2010) 35111403 "tarifs d'électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité >36kVA" avec le coefficient de raccordement 1,1762.

En conséquence, le paramètre E utilisé dans la formule d'indexation des prix de l'article 40 du contrat initial est modifié comme suit :

- l'indice 35111403 remplace l'indice 351107 avec le coefficient de raccordement 1,1762 (raccordement en décembre 2015).

Article 6. Mise à jour du Règlement de service

Le Règlement de service annexé à l'avenant n°1 (venu modifier l'Annexe 7 du contrat initial) est modifié par l'Annexe 1 de l'avenant n°6.

Article 7. Mise à jour du Plan Prévisionnel de Renouvellements

Le Plan Prévisionnel de Renouvellements (annexe 9 du contrat initial) est modifié par l'Annexe 2 du présent avenant. Cette mise à jour entraîne la réévaluation de la dotation annuelle de renouvellement DO définie à l'article 30 du contrat d'affermage, à hauteur de 85 683 €.

Article 8. Mise à jour du Compte d'Exploitation Prévisionnel

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé à l'avenant n°5 (venu modifier l'annexe 10 du contrat initial) est modifié par l'Annexe 3 de l'avenant n°6.

Article 9. Date d'effet

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification au délégataire.

Article 10. Annexes

La liste des annexes au contrat initial est complétée de la manière suivante :

- Annexe 1 : Règlement du Service
- Annexe 2 : Programme Pluriannuel de Renouvellements
- Annexe 3 : Compte d'Exploitation Prévisionnel

Article 11. Lien avec le contrat initial

Les clauses du contrat initial, non-modifiées par le présent avenant, restent et demeurent valables.

Fait en 6 exemplaires originaux à Saint-Dizier le/...../2017

Pour la Collectivité,
Le Maire

Pour le délégataire,
Le Directeur Régional

Transmission en sous-Préfecture de Saint-Dizier le